

Prix de l'alimentation

Je pense que nous aurons une production maximale et nous pourrions résoudre nos problèmes si notre gouvernement est prêt à vendre nos produits sur les marchés mondiaux, au lieu de simplement attendre les commandes. Nous vendons actuellement nos céréales à des prix relativement bons, grâce, en grande partie, aux pertes de récoltes qu'ont connues l'Europe et la Chine. Il y a longtemps que je préconise la création d'entrepôts à l'étranger, afin que nous puissions mener une concurrence réelle sur le marché des céréales. Soyons réalistes; un temps viendra où nous aurons de nouveau un excédent de produits agricoles, pour la seule raison que le secteur agricole de notre économie est vraiment efficace et productif et que sa production continuera, quoi que fassent les gouvernements.

Les agriculteurs font de leur mieux pour produire parce qu'en agissant ainsi, ils ont l'impression d'accomplir quelque chose qui en vaut la peine. Je les admire sur ce point. Que le gouvernement fasse preuve d'un art de vendre convenable. Qu'il fasse de plus grands efforts pour obtenir des contrats à long terme avec des blocs commerciaux nouveaux ou naissants, notamment la Communauté économique européenne qui supplantera nos relations commerciales traditionnelles avec le Royaume-Uni. J'ai écouté avec intérêt le ministre de l'Industrie et du Commerce sous la dernière législature et le ministre actuel annoncer ce qui arrive, ce que fait le gouvernement et que des ambassadeurs ont été nommés.

• (2130)

Nous ne semblons pas nous attaquer vraiment au problème réel qui est de trouver des débouchés à long terme capables de fournir un objectif à nos producteurs. Pour y parvenir, le gouvernement devrait, par principe, adopter pour politique de prendre en charge l'entreposage des grains dans les fermes afin que nous soyons au moins en mesure de conclure des marchés supplémentaires lorsque l'occasion de les vendre se présente. Cela supprimerait également les hauts et les bas de notre production.

Il faudrait établir un prix plancher garanti. Il ne devrait pas s'agir d'un prix fixé plus de dix ans auparavant et que l'inflation a déprécié entre-temps. Si la demande existe pour un produit, produisons-le. Il faut que nous devenions efficaces.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais le temps de parole auquel l'autorise l'ordre adopté précédemment par la Chambre est expiré.

M. B. Keith Penner (Thunder Bay): Monsieur l'Orateur, ayant fait partie du comité sur les tendances des prix de l'alimentation, je conviens certes avec le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) que ce fut une expérience hautement instructive. C'est indéniable.

Nous savons tous que le coût élevé de l'alimentation est devenu une des principales préoccupations du consommateur. La question des prix de l'alimentation a une fois de plus fait l'objet d'une enquête par le Parlement fédéral. Il est parfaitement normal que le consommateur et le gouvernement s'inquiètent. Cependant, comme l'ont fait certains députés d'en face et le gouvernement du Manitoba dans son mémoire au comité, je dirais qu'en comparaison on n'a consacré que très peu d'attention aux prix des marchandises et services autres que les denrées alimentaires, comme le logement, le transport, et les frais médicaux.

M. Woolliams: Je ne pourrais être davantage d'accord avec vous.

[M. Schumacher.]

M. Penner: Cela est plutôt extraordinaire étant donné qu'une très vaste majorité de consommateurs au cours des dernières décennies ont dépensé une proportion de plus en plus faible de leur revenu pour l'alimentation, en comparaison de ce qu'ils consacraient à l'habitation, au transport, aux soins de santé, aux loisirs et au divertissement.

Si les coûts de l'alimentation nous inquiètent, ceux des maisons devraient nous inquiéter encore plus. Évidemment, bien des raisons expliquent que les produits alimentaires coûtent davantage. Il était plutôt difficile pour le comité, au cours de toutes ses délibérations, de discerner un coupable ou même un secteur de l'industrie alimentaire abusant de nous. Toutefois, quand il s'agit des coûts de l'habitation, et j'en parlerai à titre d'exemple, sans m'y attarder, il est très facile de cerner le problème. Il y a pénurie de terrains viabilisés. La situation a fait monter la valeur de la propriété immobilière dans bien des agglomérations canadiennes et a donné libre cours à la spéculation foncière. Je lisais dans le *Financial Times* de cette semaine que le coût des lots viabilisés à Toronto s'établit maintenant entre \$18,000 et \$20,000. Sans en dire davantage sur ce problème, dont devraient se préoccuper nos gouvernements provinciaux beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait, manifestement, je voudrais traiter uniquement des coûts de l'alimentation.

Le mémoire du gouvernement du Manitoba évoque une inquiétude apparemment injustifiée à l'égard des prix de l'alimentation. Mais elle s'explique parce que les achats de produits alimentaires se font au comptant, chaque jour ou chaque semaine. Les consommateurs doivent faire d'autres dépenses nécessaires, par exemple, en versements hypothécaires ou en loyer, mais ils semblent y être amenés d'une façon un peu moins douloureuse.

Dès que l'on étudie les prix des denrées alimentaires, la viande semble toujours occuper la première place. Il semble que les consommateurs du continent nord-américain aiment trop la viande pour se contenter de macaronis au fromage. Le rapport du comité parle de la demande accrue de bœuf et de porc. Ce rapport stipule, et je le cite:

Les Canadiens aiment la viande et sont prêts à y mettre le prix.

En 1961, selon les calculs effectués par le Conseil des emballeurs de viande du Canada, les Canadiens consommaient 70.5 livres de bœuf par personne. La consommation du bœuf a continué d'augmenter pendant toute la décennie pour atteindre 87.3 livres par personnes en 1971. Les statistiques de 1972 ne sont pas encore complètes, mais l'on prévoit que la consommation atteindra presque 90 livres et la tendance continue d'augmenter pour 1973. La consommation de porc et de volaille par personne a également augmenté rapidement.

C'est grâce à l'augmentation des revenus réels que la quantité de viande que consomment les familles canadiennes a augmenté, ce qui représente une amélioration de la consommation alimentaire type de notre pays. La demande croissante de bœuf a entraîné nos agriculteurs à faire des efforts considérables pour augmenter les réserves en réponse à un taux rentable du prix du bétail. Les agriculteurs ont été encouragés par l'augmentation des prix à produire une plus grande quantité d'aliments de meilleure qualité. Pour l'agriculteur, cette augmentation des prix est nécessaire pour lui permettre de faire face à un coût de production supérieur.

Le président de notre comité a déjà déclaré, et tous les membres du comité en étaient certainement convaincus, que le producteur primaire, l'agriculteur, l'homme qui produit les denrées alimentaires de notre pays, ne peut